



Wallonie

Réglementation PEB 2015



Service public
de Wallonie

Cadre réservé à l'Administration :

Date :

Localité :

Déclarant(s) :

Formulaire de déclaration PEB Justification d'exception

QUEL PROJET est concerné par une demande d'exception aux exigences PEB?

L'article 10 du Décret PEB du 28/11/2013 liste une série de travaux pour lesquels les exigences PEB ne sont pas applicables.

En page 4 de ce formulaire vous trouverez la liste de ces travaux. Une note justificative est imposée. Son contenu est précisé dans l'art 29 de l'AGW du 15/05/2014.

QUI DOIT introduire le formulaire de justification d'exception ?

Le DECLARANT PEB, qui est la personne physique ou morale tenue de respecter les exigences PEB, à savoir le demandeur de permis.
(cf article 19 §1^{er} et §2 du Décret PEB du 28/11/2013)

QUI DOIT compléter le formulaire de justification d'exception ?

Soit l'ARCHITECTE du projet, qu'il soit personne physique ou morale.

Soit le DECLARANT PEB, lorsque le projet ne nécessite pas le concours d'un architecte. Pour se faire, il peut éventuellement se faire assister d'un architecte ou de toute autre personne susceptible de le renseigner sur le respect des exigences.

QUAND introduire le formulaire de justification d'exception ?

Le formulaire de justification d'exception doit être joint à la demande de permis d'urbanisme.

Le déclarant PEB qui ne joint pas le formulaire de demande d'exception à la demande de permis d'urbanisme **renonce à se prévaloir de l'exception.**
(cf article 23 §2, 25 §2 et 27 du Décret PEB du 28/11/2013)

QUELLES sont les sanctions encourues par le déclarant PEB ?

Conformément à la réglementation PEB en vigueur sont sanctionnés d'une amende administrative les manquements établis à l'article 59 du Décret (ne pas respecter la procédure PEB ou les exigences techniques PEB), dont les détails du calcul sont repris à l'article 87 de l'AGW PEB du 15/05/2014.

Où trouver plus d'INFORMATIONS ?

Pour toute demande de documentation et toute information relative à la performance énergétique des bâtiments, vous pouvez consulter le site portail de l'énergie Wallonie : <http://energie.wallonie.be>

1. Coordonnées des intervenants

1.1. Déclarant(s)

Déclarant 1

M / Mme Nom MARTINUSSEN Prénom Adrien
 Représentant¹ légal de :
 Dénomination Association Martinussen-Housiaux
 Forme juridique _____
 Fonction _____
 Rue Bohon Numéro 22 Boîte _____
 Code postal 6940 Localité Durbuy Pays Belgique
 Téléphone 0476/57.44.92 Fax : _____
 Courriel adrien.martinussen@hotmail.com

Déclarant 2

M / Mme Nom _____ Prénom _____
 Représentant¹ légal de :
 Dénomination _____
 Forme juridique _____
 Fonction _____
 Rue _____ Numéro _____ Boîte _____
 Code postal _____ Localité _____ Pays _____
 Téléphone _____ Fax : _____
 Courriel _____

1.2. Architecte

☐ Les travaux ne nécessitent pas le concours d'un architecte.

Les données ci-dessous sont à compléter si les actes et travaux visés par la demande de permis nécessitent le concours d'un architecte

M / Mme Nom LODOMEZ Prénom Maryline
 Représentant¹ légal de :
 Dénomination Bureau d'architecte LODOMEZ
 Forme juridique srl
 Fonction Architecte administratrice
 Rue rue Ozo Numéro 3 Boîte _____
 Code postal 6941 Localité Ozo Pays Belgique
 Téléphone _____ Fax : _____
 Courriel maryline.lodomez@gmail.com

¹ S'il s'agit d'une personne morale, indiquer la dénomination et la forme juridique de la personne morale représentée, et la fonction du représentant.



2. Localisation des travaux

Rue	<u>Bohon</u>	Numéro	<u> </u>	Boîte	<u> </u>
Code postal	<u>6941</u>	Localité	<u>Durbuy</u>	Pays	<u>Belgique</u>
Référence cadastrale	<u>Division 2, Section A, n° 386D, 386C, 388B, 385B</u>				

3. Exception invoquée

Conformément à l'article 10 du Décret PEB du 28/11/2013, les exigences PEB ne sont pas applicables au bâtiment ou à l'unité suivante :

- ☐ Bâtiment ou unité PEB servant de lieu de culte et utilisés pour des activités religieuses, dans la mesure où l'application de certaines exigences minimales en matière de performance énergétique est de nature à influencer leur caractère ou leur apparence de manière incompatible avec l'usage du lieu (cf. Art. 10, 1° du Décret PEB)
- ☐ Bâtiment ou unité PEB servant à offrir une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle dans la mesure où l'application de certaines exigences minimales en matière de performance énergétique est de nature à influencer leur caractère ou leur apparence de manière incompatible avec l'usage du lieu (cf. Art. 10, 1° du Décret PEB)
- ☐ Bâtiment repris à l'article 185, alinéa 2, a. et b. du CWATUPE, qui est classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, dans la mesure où l'application des exigences PEB est de nature à modifier leur caractère ou leur apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées (cf. Art. 10, 2°, a) du Décret PEB)
- ☐ Bâtiment visé à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 du CWATUPE, dans la mesure où l'application des exigences PEB est de nature à modifier leur caractère ou leur apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées (cf. Art. 10, 2°, b) du Décret PEB)
- ☐ Bâtiment inscrit au titre de monument ou ensemble sur la liste visée à l'article 17 du Décret de la Communauté germanophone du 23 juin 2008, dans la mesure où l'application des exigences PEB est de nature à modifier leur caractère ou leur apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées (cf. Art. 10, 2°, c) du Décret PEB)
- ☐ Bâtiment repris à l'inventaire du petit patrimoine et des autres bâtiments significatifs visé à l'article 19 du Décret de la Communauté germanophone du 23 juin 2008, dans la mesure où l'application des exigences PEB est de nature à modifier leur caractère ou leur apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées (cf. Art. 10, 2°, d) du Décret PEB)
- ☒ Unités industrielles, ateliers ou unités agricoles non résidentielles, faibles consommateurs d'énergie dans des conditions normales d'exploitation (cf. Art. 10, 3° du Décret PEB)
- ☐ Construction provisoire prévue pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins (cf. Art. 10, 4° du Décret PEB)
- ☐ Bâtiment à construire d'une superficie utile totale inférieure à 50 m² (cf. Art. 10, 5° du Décret PEB)
- ☐ Unité agricole non résidentielle utilisée par une entreprise qui adhère à une convention environnementale sectorielle au sens des articles D.82 et suivants du Code de l'environnement en matière de performance énergétique (cf. Art. 10, 6° du Décret PEB)

Note justificative explicitant le type d'exception ainsi que, le cas échéant, l'incompatibilité avec l'usage du lieu ou avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection patrimoniale :

Il s'agit de la construction d'une nouvelle étable pour bovin avec deux silos couloir, ainsi que de la construction de deux poulaillers pour poulets de chair avec parcours extérieur.

Bâtiments agricoles faibles consommateurs d'énergie.

5. Protection de la vie privée

Comme le veut la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, nous vous signalons que :

- les données que vous fournissez en complétant ce formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Service public de Wallonie ;
- ces données seront transmises exclusivement au service suivant du Gouvernement wallon : **Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie** ;
- vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant ;
- vous pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) auprès du service auquel vous adressez ce formulaire.